

Cher·ère collègue,

Les sections hors de France de la FSU (SNES, SNEP, SNUipp) ont décidé de lancer une semaine d'action dans le réseau AEFE du 22 au 26 novembre. Semaine qui se situe à une période charnière correspondant au Conseil d'administration de l'AEFE (25 novembre) et avant celle du Comité technique (9 décembre) où des décisions cruciales pour l'avenir du réseau et de ses personnels seront prises.

Les raisons en sont nombreuses :

- **L'autoritarisme** s'est renforcé dans les établissements comme en Centrale. L'Agence a pérennisé certains fonctionnements liés à la crise sanitaire : formation continue en distanciel et hybride, reprise de l'enseignement à distance à la moindre occasion, tentative de récupération de jours "perdus", modification du calendrier scolaire dans un sens d'allongement du temps de travail sans contrepartie ...De plus en plus, l'administration exige des personnels qu'ils soient corvéables à merci. Cela doit cesser. **Considérer ses personnels, c'est les respecter !**
- **Le dialogue social** doit réellement exister, en centrale, comme dans le réseau. Les instances ne sont pas des chambres d'enregistrement des décisions administratives. Les personnels ne sont pas écoutés : leurs difficultés ne sont pas prises en compte. Ainsi, à Berlin, les personnels de droit local voient depuis des années leur pouvoir d'achat s'éroder au regard de l'inflation et leur future retraite fondre à mesure que la progression de leur rémunération s'éloigne du salaire de référence moyen allemand. Même constat pour les détachés résidents : le pouvoir de pouvoir d'achat s'accumulent depuis des années. Tous les personnels doivent pouvoir bénéficier de salaires décents. Les détaché·es, et par extension les PDL, doivent bénéficier des primes (statutaires, Grenelle, informatique), indemnités (ISVL à la hauteur des besoins locaux) et prestations familiales (avantage familial) qui leur sont dues. Dans les établissements, le nombre de postes de détaché·es et de recruté·es locaux doit répondre aux enjeux pédagogiques. **Considérer ses personnels, cela passe aussi par le porte-monnaie !**
- A ceci s'ajoutent des « erreurs » et retards dans les versements des rémunérations de nos collègues en contrat local, parfois depuis des années (non versement de l'équivalent de l'ISO à Fribourg et Sarrebruck alors qu'elle est versée à Munich qui fonctionne avec la même grille de rémunération), tensions sur la définition des calendriers scolaires à Munich et Berlin, inquiétudes quant au déménagement futur (non souhaité) du LFA de Fribourg ou qui tarde au contraire trop à Hambourg. N'oublions pas la situation que connaissent désormais nos nouveaux collègues détachés sous contrat de résident qui se trouvent limités contre leur gré dans la durée de leur exercice à l'étranger sans aucune des compensations qu'obtiennent les expatriés.
- **une journée de grève le 24 novembre à Hambourg est dores et déjà fixée, le 23 à Sarrebruck et à Francfort, nous attendons la mobilisation de tous les établissements d'Allemagne.** Si une journée de grève, même réussie, ne garantit pas à tous les coups d'être entendue·s, il est certain que sans grève, face à une administration bornée et peu soucieuse des personnels, il n'y aura aucun impact. La grève reste incontournable et celle-ci doit être massivement suivie !